



Samedi 3 mars 1951, à 10 h. 15

SOMMAIRE

Page.

Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add.1 et 2, E/1912, E/1912/Add.1 à 3 et E/C.2/280) [suite]..... 137

Président: M. Hernán SANTA CRUZ (Chili).

Présents: Les représentants des pays suivants:

Belgique, Canada, Chili, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes:

Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Fonds monétaire international.

Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add.1 et 2, E/1912, E/1912/Add.1 à 3, et E/C.2/280) [suite]

[Point 3 de l'ordre du jour]

1. M. QURESHI (Pakistan) s'associe aux autres délégations pour rendre hommage au Secrétariat qui a présenté un excellent rapport, particulièrement en ce qui concerne les chapitres relatifs à l'Afrique (E/1910/Add.1) et au Moyen-Orient (E/1910/Add.2), qui fournissent des renseignements très précieux, et difficiles à obtenir d'autre part. L'utilité du rapport a été toutefois quelque peu réduite du fait du décalage entre la situation décrite et la situation de l'économie mondiale actuelle.

2. Le rapport montre que l'économie des régions insuffisamment développées est caractérisée par un revenu individuel national peu élevé et par une répartition inégale du revenu, par la prépondérance de l'exploitation agricole familiale à faible rendement et par un outillage agricole primitif; cette économie est également caractérisée par l'analphabétisme général, des conditions sanitaires médiocres et un chômage croissant. Dans l'Asie du Sud-Est, la situation est encore aggravée par le surpeuplement et par une mauvaise adaptation des facteurs de production.

3. Bien que dans ces régions se trouve une part prépondérante de la population du monde, elles ne dis-

posent que d'une très faible part des ressources du monde. Un grand nombre de ces pays avaient espéré que leurs contributions à l'effort de guerre, ainsi que les sacrifices consentis, seraient récompensés, et qu'ils pourraient participer à la reprise de l'économie mondiale. Tel n'a pas été le cas toutefois. Tandis que le plan Marshall et diverses autres formes d'assistance ont aidé les pays européens à se relever, et même dans certains cas à dépasser le niveau économique atteint avant la guerre, la situation économique des pays insuffisamment développés ne s'est pas améliorée, mais s'est trouvée au contraire sous la menace de pressions inflationnistes. M. Qureshi ne reproche pas aux pays européens l'aide qu'ils ont reçue, mais il estime que les régions insuffisamment développées auraient dû recevoir une aide équivalente.

4. Les populations de ces régions deviennent conscientes de leurs droits et demandent qu'on leur accorde au moins l'aide élémentaire nécessaire à la vie. A moins que des mesures concrètes ne soient prises pour améliorer leur situation, elles deviendront, par la force des choses, la proie d'une propagande leur promettant une amélioration, et le prix que le monde aura alors à payer sera beaucoup plus élevé que le prix de l'assistance économique. Une action positive est nécessaire sans plus de délai.

5. La délégation du Pakistan a observé avec une inquiétude croissante les changements intervenus dans la situation de l'économie mondiale depuis le mois de juillet 1950. Le réarmement impose un lourd fardeau aux économies déjà surchargées d'un grand nombre de pays évolués. Il se peut en conséquence qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de fournir aux pays insuffisamment développés les machines, les biens de production et les produits de consommation essentiels, qui sont nécessaires pour favoriser le progrès économique et combattre la tendance à l'inflation. Il éprouve quelques difficultés à partager l'optimisme du représentant des Etats-Unis relativement à l'aptitude de ce pays à contrôler les prix et à continuer de fournir des produits aux autres pays. Le danger d'inflation est maintenant beaucoup plus grave qu'il ne l'était au début de la deuxième guerre mondiale. A cette époque, le monde venait tout juste

de se relever du marasme du début de la période 1930-1940 du siècle; les prix avaient été bas, et le chômage considérable. Actuellement, dans de nombreux pays, le niveau des prix a même dépassé le niveau atteint à la fin de la deuxième guerre mondiale; un grand nombre de pays sont en proie à l'inflation et de nombreux pays industrialisés ont non seulement réalisé le plein emploi, mais sont préoccupés des effets du plein emploi sur leur économie. C'est pourquoi tout accroissement de poussées inflationnistes résultant de la mise en œuvre de programmes de réarmement pourrait entraîner de graves conséquences.

6. Pour les pays insuffisamment développés la situation est encore plus grave. Ils se souviennent encore que, pendant la deuxième guerre mondiale, leurs matières premières étaient très recherchées, tandis qu'ils ne pouvaient importer en retour les articles ou l'outillage nécessaires. La production du temps de guerre a soumis à une rude épreuve les machines et l'outillage de ces régions. On n'a pas encore renouvelé cet équipement et déjà les pays exportateurs ont prolongé les délais de livraison des marchandises. En conséquence, les pays pourraient ne pas être à même d'importer les marchandises dans la mesure désirée, même s'ils avaient les moyens de les payer. Si cet état de choses se généralise, la situation deviendra vraiment très grave. Tel est le problème que le Conseil doit résoudre.

7. M. NYSTROM (Suède) tient, avant d'examiner la situation actuelle de l'économie mondiale, à décrire la politique économique et sociale suivie après la guerre par son gouvernement.

8. Le Gouvernement de la Suède estime que deux conditions sont essentielles pour qu'une nation puisse sauvegarder sa liberté et son indépendance: la sécurité sociale et une défense nationale efficace. Depuis la deuxième guerre mondiale, la politique suédoise a été guidée par ces considérations.

9. Le système de sécurité sociale suédois s'est développé après la guerre et il semble qu'il fonctionne efficacement. En raison de la situation politique d'après-guerre, un système efficace de défense nationale a été établi à un niveau supérieur à celui qui avait été d'abord envisagé. Une augmentation régulière de la production a permis de mettre en œuvre un programme élargi de sécurité sociale et de défense nationale. En Suède, la production nationale a augmenté depuis la guerre à raison de 4 à 5 pour 100 par an, grâce à une politique du plein emploi accompagnée, par la suite, d'une politique libérale d'immigration tendant à pallier la pénurie de main-d'œuvre de l'après-guerre. Les poussées inflationnistes, qui suivent généralement une telle politique d'expansion, ont été combattues avec succès grâce à un contrôle rigoureux des investissements et des prix, et à une politique de stabilisation des salaires appliquée en vertu d'un accord intervenu entre le gouvernement et les syndicats.

10. La politique de contrôle des investissements et des salaires n'a pas eu pour effet de réduire les investissements ou d'abaisser le niveau de vie. Au contraire, en 1950, la consommation individuelle des biens dépasse de 20 pour 100 le niveau de 1938 et le total brut des

investissements représente 27 pour 100 de la production nationale brute.

11. Les conséquences économiques de la guerre de Corée menacent toutefois de ralentir ce progrès et de donner lieu à de nouveaux problèmes de stabilité intérieure. Dans un pays où la main-d'œuvre disponible est entièrement employée, les problèmes de production qui résultent de la situation présente créeront une situation particulièrement difficile.

12. Au cours de la dernière partie de l'année 1949 et des premiers mois de l'année 1950, la production et le commerce du monde ont subi une hausse cyclique, due en partie à la reprise économique aux États-Unis et aux dévaluations monétaires de 1949. L'ouverture des hostilités en Corée a transformé cette hausse en un véritable *boom* et a placé le monde devant de nouveaux et difficiles problèmes de politique économique et de planification. La demande, particulièrement en ce qui concerne les produits nécessaires à la défense nationale, a dépassé l'offre, ce qui a eu pour résultat de provoquer de fortes augmentations des prix et de soulever d'autres difficultés. Beaucoup de pays ont commencé à établir un contrôle des exportations de matières premières, afin de conserver chez eux les ressources nécessaires aux besoins locaux, et un certain nombre de pays ont engagé des négociations pour obtenir les matières premières nécessaires qu'ils ne produisent pas eux-mêmes. Les pratiques habituelles du commerce mondial tendent à disparaître, non pas en raison des restrictions apportées aux importations, comme par le passé, mais surtout en raison des contrats à l'exportation et des mesures connexes. On procède à l'établissement d'un système international de répartition des matières premières et autres produits rares. Le Gouvernement suédois attache la plus grande importance à des mesures de ce genre. Le développement de l'économie mondiale dans son ensemble et de l'économie de chaque nation en particulier dépendra surtout du bon fonctionnement du système envisagé pour la répartition des matières premières.

13. Par suite des tendances inflationnistes qui se manifestent un peu partout dans le monde, les gouvernements doivent s'efforcer non seulement d'obtenir des produits d'importation, mais encore d'assurer le maintien de la stabilité financière à l'intérieur, de manière à éviter un bouleversement de l'équilibre des prix de revient et des prix d'achat et un déclin de la productivité. Les gouvernements doivent établir une coordination entre les investissements, la demande de produits de consommation et les dépenses intéressant la défense nationale, et essayer de contenir la demande dans les limites des réserves disponibles, tout en cherchant sans cesse à utiliser les ressources productives de la manière la plus rationnelle. La collaboration internationale pourrait être des plus utiles à cet égard.

14. A la suite des événements de Corée, l'augmentation des prix à l'importation et à l'exportation a provoqué une forte poussée inflationniste dans l'économie suédoise. En 1949, on avait connu des augmentations analogues causées par la dévaluation de la monnaie, mais leur effet sur le prix de la vie avait été neutralisé dans une large mesure grâce à un système de subventions visant principalement les articles de consommation. Toutefois,

la nouvelle hausse des prix qui s'est produite en 1950, en affectuant la structure même du système suédois des prix à l'importation et à l'exportation, a augmenté l'écart entre le niveau des prix en Suède et le niveau observé dans les autres pays. Le niveau des prix en Suède ne pouvait être maintenu qu'au risque de désorganiser la production et le commerce et de grever le budget de subventions excessives. C'est pourquoi, en vue d'adapter l'économie de la Suède à un niveau mondial des prix supérieur, on a augmenté les prix de 10 pour 100 environ et procédé à une augmentation générale des salaires de 15 pour 100 approximativement.

15. Il est difficile de prévoir quelle sera l'évolution de l'économie suédoise dans l'avenir immédiat. On peut cependant présumer que la poussée inflationniste extérieure se traduira par une augmentation des bénéfices et, en conséquence, par une tendance à l'expansion des investissements privés. Dans le domaine de la consommation, les augmentations de salaires auxquelles on procède actuellement seront vraisemblablement compensées dans une large mesure par la hausse des prix courants et par la suppression de la plupart des subventions visant au maintien des prix. Toutefois, les conditions d'un marché mondial de vendeurs pourront déterminer un accroissement des bénéfices dans les industries d'exportation et d'autres industries encore, ce qui peut provoquer finalement une augmentation des investissements. Le fait qu'on limite aux profits et aux investissements les effets immédiats de la poussée inflationniste ne signifie nullement qu'on ait sous-estimé le fort accroissement qui tend à se manifester dans la consommation. Dans l'ensemble, il est possible que finalement la demande totale en Suède dépasse les ressources disponibles.

16. En vue de combattre les tendances indiquées, le Gouvernement suédois, en collaboration étroite avec les syndicats et les milieux industriels, élabore et applique actuellement des mesures de stabilisation concernant la politique monétaire et fiscale, les investissements et la consommation.

17. En ce qui concerne la politique monétaire, des mesures restrictives ont été adoptées en 1950. Le montant des réserves en espèces, que prévoit le système bancaire, a été élevé par une mesure législative. D'après cette nouvelle législation, les banques et les autres institutions de crédit ont également conclu avec la Banque de Suède un accord aux termes duquel elles devront limiter l'octroi de crédits. A la suite de ces mesures, l'intérêt des emprunts à long terme a atteint un taux de 3,5 pour 100 environ. Un accord est également intervenu entre le gouvernement et les industries forestières, selon lequel une partie des bénéfices à l'exportation que ces industries ont réalisés en 1951 restera bloquée, pendant une période de dix ans, dans un compte spécial. Enfin, on envisage d'autres mesures tendant à restreindre l'octroi de crédits.

18. En matière de politique fiscale, le gouvernement vise à équilibrer le budget tout en prévoyant une marge de sécurité considérable. On n'a fait figurer dans les prévisions budgétaires qu'un nombre très réduit de demandes de crédits nouveaux; d'autre part, on a augmenté l'impôt sur la vente de certains articles de

consommation et on appliquera des tarifs plus élevés dans les services ferroviaires et postaux et dans les services téléphoniques et télégraphiques; de plus, on proposera un nouvel impôt qui grèvera les capitaux investis par les sociétés.

19. La politique monétaire et la réduction dans le budget des dépenses de capital auront pour effet de restreindre les investissements. A cela s'ajoute un contrôle direct des constructions nouvelles. L'impôt sur les investissements a également pour but de réduire les investissements dans certains domaines qui ne sont que fort peu atteints par les restrictions en matière de crédit par l'accroissement du taux d'intérêt.

20. En ce qui concerne la consommation, la hausse générale des prix sera neutralisée dans une large mesure par l'augmentation des prix courants des produits de consommation, la suppression des subventions et l'augmentation de l'impôt sur la vente dont il vient d'être question. Les effets de l'échelle progressive en vigueur en matière d'impôts, appliquée en période de revenus monétaires croissants, équivalent à une augmentation de l'impôt.

21. Enfin, les autorités chargées du contrôle des prix ont été invitées à suivre de près et à combattre tout mouvement de prix d'ordre secondaire ou de caractère spéculatif qui se produirait dans des secteurs déterminés de l'économie.

22. Le Gouvernement suédois espère qu'une politique économique s'inspirant de ces principes lui permettra d'enrayer la poussée inflationniste dans une mesure propre à assurer le développement d'une économie nationale suffisamment équilibrée. Le niveau de vie actuel pourra être maintenu, voire amélioré. Il n'en est pas moins à craindre que les difficultés résultant de la situation de l'économie mondiale ne diminuent le rythme de l'amélioration du niveau de vie et limitent le développement du régime de prévoyance sociale.

23. Ces prévisions se fondent sur l'hypothèse qu'on ne restreindra pas davantage les moyens nécessaires au maintien de l'importation des matières premières essentielles. La délégation suédoise désire faire observer que certaines marchandises importées de l'Europe orientale sont indispensables à l'économie de l'Europe occidentale et, partant, à celle de la Suède.

24. La délégation suédoise partage l'avis des autres orateurs, selon lesquels la situation actuelle impose à tous les pays l'obligation d'accroître leur production, notamment celle des matières premières. La politique économique de la Suède vise à maintenir le taux d'accroissement élevé de sa production, en dépit des difficultés que soulève la pénurie de main-d'œuvre et de matières premières.

25. En conclusion, le représentant de la Suède estime que les difficultés croissantes auxquelles on se heurte dans l'approvisionnement en marchandises et les éléments de trouble qui commencent à se manifester dans le domaine de la stabilité financière constituent les principaux problèmes de l'économie suédoise. Ces problèmes résultent tous les deux de la situation internationale, et aucun pays n'est en mesure de les résoudre par une action isolée. La tâche la plus urgente qui

incombe aux Nations Unies, et dont le succès de tous leurs autres travaux dépend, consiste à créer les conditions nécessaires pour assurer le fonctionnement normal de l'économie mondiale.

26. Sir Ramaswami MUDALIAR (Inde) tient à présenter, à l'occasion de l'examen du point 3, quelques observations sur le rapport du Fonds monétaire international (FMI) [E/1872]. Il reconnaît volontiers que le rapport a été soigneusement préparé, mais il juge de son devoir de faire la critique de certaines recommandations qui y figurent. Il y est vivement conseillé aux Etats Membres d'adopter une politique anti-inflationniste en diminuant leurs investissements et en restreignant la production de certaines catégories d'articles. Ce conseil, qui impliquerait même une réduction des investissements productifs, s'adresse, semble-t-il, aux pays fortement industrialisés. Dans les pays moins développés comme l'Inde, prendre de telles mesures compromettrait le progrès économique et, par voie de conséquence, la stabilité politique et sociale. L'orateur reconnaît la nécessité de maintenir les investissements dans des limites étroites, comme le souligne le rapport, mais il fait observer que l'augmentation de la productivité est nécessaire, dans les pays moins développés, pour élever le niveau de vie et qu'une diminution de cette productivité pourrait avoir pour effet d'abaisser le niveau de la consommation, déjà peu élevé. Dans le cas des pays insuffisamment développés, le FMI ne devrait pas envisager le problème comme il le fait lorsqu'il s'agit des pays les plus avancés.

27. Le FMI souligne la nécessité de travailler à supprimer les restrictions apportées aux changes et son rapport révèle des différences d'opinions entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

28. Dans les pays insuffisamment développés, ces restrictions doivent être maintenues de façon que les réserves en devises étrangères puissent être utilisées pour le développement économique. Le temps n'est plus où ces restrictions servaient à l'exécution de certaines politiques commerciales; leur rôle principal est aujourd'hui de sauvegarder des réserves en devises étrangères.

29. Le rapport montre que les transactions du FMI, pendant l'exercice financier considéré, n'ont pas été importantes, ce qu'il y a lieu d'attribuer plutôt à la politique prudente du FMI en matière de prêts qu'au peu d'empressement des membres à solliciter une aide. Le FMI ne semble pas avoir de règles bien définies pour l'examen des demandes de prêts et, étant donné qu'il considère chaque cas comme un cas d'espèce, ses membres ne peuvent, en cas de besoin, se retrancher derrière le FMI comme derrière une deuxième ligne de défense. Sir Ramaswami Mudaliar souhaite pouvoir convaincre le FMI qu'il devrait assouplir sa politique en matière de prêts et il espère que le Conseil d'administration de cette organisation voudra bien examiner ses suggestions.

30. Parlant ensuite du *Rapport sur l'économie mondiale, 1949-1950*, l'orateur se félicite de l'impartialité dont témoigne le document et reconnaît combien il était difficile pour le Secrétariat de rédiger un tel rapport. Il accueille favorablement en particulier les parties consacrées à l'Afrique et au Moyen-Orient.

31. Il semble, d'après le rapport, que la plupart des pays soient en progrès dans le domaine économique. Les pays d'Europe notamment ont déjà atteint le niveau de production d'avant-guerre et, dans certains cas, l'ont dépassé. Par contre, les pays insuffisamment développés ont fait peu de progrès et, dans certains cas, on constate même un recul. Le représentant de l'Inde se réfère à la liste des soixante-dix pays classés d'après le niveau du revenu par tête d'habitant, liste qui figure au tableau 2 du rapport, et il fait observer que le nombre de pays qui appartiennent à la catégorie des pays à revenu allant de 50 à 200 dollars des Etats-Unis est très élevé. Ces pays représentent presque la totalité de l'Asie et la plus grande partie de l'Afrique et une grande partie de l'Amérique latine. Il cite le dernier paragraphe de l'introduction du rapport touchant l'importance du développement économique des pays insuffisamment développés.

32. Depuis le mois de juin 1950, la situation économique s'est entièrement modifiée, et cela au détriment des pays insuffisamment développés. Le Conseil n'est nullement chargé de résoudre les questions politiques, qui sont de la compétence d'autres organes des Nations Unies. Cependant, le Conseil est un organe des Nations Unies chargé de régler les problèmes économiques et sociaux, afin surtout de favoriser la paix mondiale. A cet égard, il doit étudier de manière approfondie le danger qu'il y a de voir les pays "arriérés" devenir économiquement plus faibles encore.

33. Dans de vastes régions du monde encore insuffisamment développées, les pouvoirs publics viennent à peine d'acquiescer leur indépendance avec toutes les responsabilités qu'elle comporte. La condition misérable de millions d'êtres humains dans ces régions du monde constitue un problème national sérieux. Si rien n'est tenté pour améliorer cette condition, il peut en résulter le chaos sur le plan économique.

34. Il est fort possible que l'état voisin de la famine, dans lequel vivent des millions de personnes, soit une menace à la paix en Asie, en Extrême-Orient, dans le Moyen-Orient et dans certaines parties de l'Amérique latine. Il en est de même en Afrique, et l'orateur reviendra sur ce point par la suite. C'est une menace beaucoup plus grave et plus réelle que celle que constitue bien d'autres situations qui inspirent actuellement de fortes craintes. Il y a lieu de prendre toutes les mesures internationales possibles pour élever le niveau de vie des masses dans ces régions.

35. Comme l'ont récemment déclaré les premiers ministres du Commonwealth, les pays du Commonwealth ont adopté d'un commun accord un programme destiné à favoriser le progrès économique et social des pays insuffisamment développés de l'Asie du Sud-Est, par une utilisation plus complète des ressources.

36. Le représentant des Etats-Unis a déclaré (449^e séance) que le programme de réarmement n'empêcherait pas les Etats-Unis de continuer ses fournitures pour le développement d'autres pays, mais on peut se demander si même les Etats-Unis seront en mesure de continuer à fournir une assistance alors qu'ils sont occupés à renforcer leurs armements. Cela, exigerait peut-

être de la population des sacrifices plus lourds que ceux qu'elle est prête à supporter. Le représentant de l'Inde a par conséquent certaines appréhensions.

37. Dans le cas du Royaume-Uni et de la France, ces craintes sont plus grandes encore et il demande si ces pays pourront disposer d'assez de biens d'investissement pour maintenir leurs exportations à destination des pays insuffisamment développés. Il ne doute pas de la bonne foi des pays qu'il vient de citer, mais la nature humaine est la même partout. Tout le monde répugne aux sacrifices. Il ne croit pas que les programmes d'armement des pays industrialisés procèdent du désir de favoriser l'emploi et la production.

38. Sir Ramaswami Mudaliar examine ensuite le problème de l'inflation qui se présente sous des aspects différents dans divers pays. La réaction habituelle est généralement d'inviter la population à se "serrer la ceinture". Il tient à rappeler au Conseil, qu'il y a des pays où il serait impossible que les habitants se "serrent la ceinture" d'un autre cran. Son propre pays a déjà pris toutes les mesures possibles pour éviter l'inflation et voudrait savoir quelles sont les mesures internationales qu'il est possible de prendre.

39. Le représentant de l'Inde cite l'augmentation d'impôts prévue par le projet de budget indien récemment déposé. Cependant, une augmentation des impôts fera vraisemblablement peser une charge très lourde sur les classes pauvres. On peut évidemment frapper de droits les articles de luxe importés, mais même à cela il y a des limites.

40. En ce qui concerne les matières premières, l'augmentation de la production a pour effet d'occuper plus de personnes et d'emplir les poches de bon nombre d'individus qui n'avaient jamais eu d'argent auparavant. Il faudrait que ceux-ci puissent trouver à acheter des vêtements et des vivres. La suppression des matières premières pourrait amener la destruction d'industries dans les pays insuffisamment développés. Le représentant du Chili a fait observer à la dernière session du Conseil qui s'est tenue à Genève que les biens de consommation indispensables devraient être importés dans les pays insuffisamment développés de manière à enrayer l'inflation (383ème séance).

41. La plupart des gouvernements voudraient voir accrue la production de matières premières. Cependant, bien souvent, une distribution équitable est beaucoup plus importante que la quantité disponible. Le coût de la vie est gravement affecté par le prix des matières premières et celui des articles qu'elles servent à fabriquer. Les denrées de première nécessité doivent être mises à la disposition de tout le peuple à des prix normaux. On a très peu parlé jusqu'à présent des produits consommés par la masse. Parmi ces produits, le blé fait l'objet d'un contrôle aux termes d'un accord international, mais le prix des autres produits n'est pas contrôlé.

42. On a reconnu l'importance du problème, comme le prouvent les conférences des pays producteurs et consommateurs qui se sont tenues à Washington. Il y a ou il y aura bientôt pénurie en ce qui concerne de nombreux biens de consommation. En accordant une trop

grande attention aux exigences des programmes de réarmement, on risque de provoquer une pénurie des matières premières, qui à son tour causera de graves difficultés à des industries importantes dans les pays insuffisamment développés. L'orateur donne comme exemple les besoins de l'Inde en cuivre électrolytique. Si la production de guerre diminue l'offre de ce produit, qui est indispensable pour la fabrication des câbles employés dans le forage des puits, l'essor de l'agriculture de l'Inde pourrait s'en trouver retardé, ce qui aurait de graves conséquences. L'orateur pense que les conférences devraient accorder une certaine attention aux conséquences de telles situations.

43. Le représentant de l'Inde demande instamment aux gouvernements, à ceux qui sont chargés de diriger les affaires intérieures des pays et de prendre des décisions importantes pour un grand nombre de personnes, d'examiner favorablement le problème des régions insuffisamment développées dans le monde et de faire tout leur possible pour atténuer la misère des millions d'êtres humains sans ressources qui parviennent tout juste à vivre et n'ont pas grand espoir d'un avenir plus brillant.

44. Sir Ramaswami Mudaliar apprécie tout particulièrement l'étude que le Secrétariat a faite de la situation économique dans le Moyen-Orient (E/1910/Add.2), et qui constitue un chapitre spécial du rapport. L'orateur rappelle que le Conseil a, à une certaine époque, envisagé la possibilité de créer une commission économique pour le Moyen-Orient; une étude préliminaire a été faite, mais la commission n'a jamais été créée. Sir Ramaswami Mudaliar n'ignore pas que certains pays du Moyen-Orient poursuivent, sous la direction du Ministre des finances du Pakistan, l'examen de problèmes économiques, en vue d'y apporter des solutions coordonnées; mais il estime que le Conseil économique et social doit également s'occuper de ce problème, et il exprime l'espoir que, puisque cette question est encore à l'ordre du jour du Conseil, il sera possible de créer une commission économique pour le Moyen-Orient dans un proche avenir, avec le consentement des pays intéressés.

45. Le représentant de l'Inde fait également l'éloge du chapitre consacré à l'Afrique (E/1910/Add.1). Au cours de la dixième session du Conseil, la délégation de l'Inde s'est vainement efforcée d'obtenir que l'on procédât à une étude spéciale sur l'Afrique. A titre de compromis, il avait été décidé qu'une attention spéciale serait consacrée à cette région dans le rapport général sur l'économie mondiale. Malheureusement, l'étude approfondie du Secrétariat est parvenue aux membres du Conseil trop tard pour qu'ils puissent l'examiner en détail. Le représentant de l'Inde espère donc que le Conseil pourra consacrer à cette question un examen complet lors de sa prochaine session.

46. Sir Ramaswami Mudaliar attire notamment l'attention du Conseil sur l'exposé récapitulatif des traits essentiels de l'économie africaine qui figure à la fin de la première partie du rapport. Traduit en termes plus simples, cet exposé récapitulatif indique que la nombreuse population autochtone de l'Afrique subsiste grâce à l'agriculture; le travailleur autochtone a à peine

assez pour se nourrir et nourrir sa famille; il n'a pas d'argent à mettre de côté ni à placer. La production est financée presque entièrement par des capitaux importés de l'étranger, et les industries dans lesquelles ces capitaux sont investis paient aux travailleurs autochtones des salaires à peine suffisants pour leur permettre de vivre. Dans l'état actuel des choses, il est peu vraisemblable que des investissements supplémentaires pour le développement de l'industrie viennent élever le niveau de vie des habitants autochtones. Ces derniers sont condamnés, comme ils l'ont été pendant des générations, à vivre dans une misère totale. Si, au contraire, les bénéfices que procurent la production africaine pouvaient être réinvestis dans ces industries, le niveau de vie des habitants autochtones pourrait être sensiblement amélioré.

47. Le Gouvernement de l'Inde considère que la situation économique de l'Afrique pose l'un des plus graves problèmes qui menacent la paix et la sécurité mondiales. Il est grand temps que les Nations Unies s'intéressent de façon sérieuse et constructive à ce problème, si on ne veut pas que la catastrophe qui menace cette région se matérialise. L'orateur demande instamment aux gouvernements que le continent africain intéresse particulièrement de considérer ce danger avec attention et impartialité et de faire tous leurs efforts pour éviter cette catastrophe, et de ne pas contribuer à la prolongation d'une situation qui rendrait en fin de compte l'explosion inévitable. Sir Ramaswami Mudaliar espère en outre que le Conseil économique et social décidera sans tarder d'organiser une étude économique sur l'Afrique et que cette étude sera suivie, le plus tôt possible, de la création d'une commission économique pour l'Afrique.

48. Le représentant de l'Inde termine ses observations en exprimant l'espoir que les Membres de l'Organisation des Nations Unies ne s'abandonneront pas à une philosophie fataliste en face de la grave situation qui règne dans de nombreuses parties du monde et qu'ils conjugueront leurs efforts pour remédier à cette situation et pour assurer la paix, la prospérité et un avenir heureux aux peuples du monde.

49. Le **PRESIDENT**, en donnant la parole aux représentants des organisations non gouvernementales autorisées à se faire entendre au sujet du point 3, déclare que le Conseil compte sur la contribution constructive qu'ils sont en mesure d'apporter à ses débats, lesquels ont trait aux aspects économiques plutôt qu'aux aspects politiques des questions. Il invite la représentante de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) à prendre la parole.

50. Mlle **SENDER** (Confédération internationale des syndicats libres) fait observer qu'à l'heure actuelle, où les pays du monde occidental sont obligés de consacrer une grande partie de leurs ressources au réarmement, le danger d'inflation est plus à craindre, sur le plan international, que le danger de chômage.

51. L'agression en Corée a eu pour conséquence immédiate de susciter une demande accrue de certains produits de base. Les prix de ces matières premières sur les marchés internationaux ont atteint des niveaux très

élevés et cette hausse s'est bientôt étendue des matières premières aux produits finis. Cette tendance inflationniste a pesé sur les salaires réels. Les producteurs n'ont pas tous été en mesure d'augmenter suffisamment leur production pour faire face à cette demande nouvelle. Des pénuries sont apparues, d'abord dans les matières premières destinées aux fabrications stratégiques, ensuite dans les produits complémentaires et, pendant la période de passage de la production du temps de paix à la production de défense, la pénurie de produits comme le charbon et l'acier, à son tour, a obligé les usines des industries qui ne se consacrent pas à la défense à réduire la durée du travail ou à soumettre leur activité à de brèves interruptions.

52. Le *Rapport sur l'économie mondiale, 1949-1950* indique que ces problèmes sont apparus à un moment où le volume des marchandises produites dans le monde, ainsi que le volume du commerce international, avaient atteint des niveaux sans précédent. Mais les pays très développés ont été contraints de décider de quelle façon ils pourraient financer leurs dépenses consacrées à la défense militaire. La plupart des pays démocratiques ont décidé, pour contenir l'inflation, de recourir à de fortes augmentations d'impôts, qui se traduisent par certains sacrifices de la part de leur population. Bien que ces sacrifices soient indispensables, les syndicats libres ont le droit d'insister pour que la charge de ces sacrifices soit équitablement répartie et maintenue au minimum, grâce à des mesures nationales et internationales d'organisation et à une politique d'impôts progressifs.

53. Le besoin le plus urgent est constitué par l'organisation rationnelle et équitable de la fourniture des matières premières nécessaires aux industries de la défense et aux industries qui produisent pour assurer les besoins civils. Il s'agit là, dans une grande mesure, d'une question d'intérêt international. Les matières premières nécessaires à la défense indispensables pour la consommation civile doivent être réparties entre les nations démocratiques, compte tenu de leurs besoins plutôt que de leur capacité de paiement. En outre, il faudra s'efforcer de stabiliser le prix de ces produits. A cet effet, les principaux pays producteurs et consommateurs devront passer des accords prévoyant la création de fonds de stabilisation destinés à atténuer les effets de trop grandes fluctuations de l'offre et de la demande.

54. La pénurie des matières premières rend nécessaires une réduction de la production destinée à la consommation civile et le recours à une politique de contingentement. Si la réduction de la production des objets de consommation de première nécessité devient inévitable, la répartition de ces articles devra être réglée au moyen de contrôles des prix et par le rationnement. Etant donné la crise aiguë du logement qui sévit tout particulièrement dans les pays ravagés par la guerre, il conviendra de donner une haute priorité à l'allocation de matériaux de construction.

55. Le passage de l'industrie civile à la production militaire exigera sans doute un haut degré de mobilité de la main-d'œuvre. Afin d'éviter l'adoption de mesures coercitives dans ce domaine, les pays démocratiques pourraient créer des services d'emploi et de formation

professionnelle pour faciliter le transfert de travailleurs d'une industrie dans une autre. Les travailleurs doivent rester libres de négocier des contrats collectifs pour adapter leurs salaires au coût de la vie et à l'accroissement de la productivité.

56. Si l'on étudie les conséquences économiques du réarmement et les mesures qui s'imposent pour résoudre les problèmes de défense économique et sociale, on constate que la collaboration internationale est absolument nécessaire. Le Conseil de l'Organisation européenne de coopération économique a adopté en octobre 1950 un programme à cet effet. Puisque les ouvriers jouent un rôle de premier plan dans le dispositif de défense, les organismes nationaux et internationaux qui s'occupent des aspects économiques de l'organisation de la défense doivent s'adjoindre leur concours.

57. La CISL prend note avec satisfaction de la décision commune par laquelle les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France reconnaissent que "les problèmes relatifs aux produits de base ne peuvent pas être traités à l'échelon régional" et par laquelle ils recommandent la création d'un "certain nombre de groupes internationaux permanents représentant les gouvernements des pays producteurs et consommateurs, dans l'ensemble du monde libre, qui ont un intérêt important dans les produits en question". Il importe également de noter que les gouvernements intéressés procéderont d'ici peu à des consultations en liaison avec les organisations internationales compétentes au sujet des attributions et de la composition du groupe central provisoire dont on recommande la création.

58. La CISL prend également acte avec satisfaction du document soumis par le Gouvernement français au Secrétaire général des Nations Unies (E/1912/Add.1) en réponse à la communication que ce dernier lui avait adressée le 2 janvier 1951. Dans ce document, le Gouvernement français se réfère aux négociations entreprises pour assurer une application stricte de l'Article 55 de la Charte qui prévoit un accès équitable aux ressources en matières premières. La CISL partage la conviction du Gouvernement français au sujet de la nécessité d'une expansion économique dans le monde entier; ce n'est qu'en accroissant le volume de leur production et en élargissant la base de leur fiscalité que les pays peuvent espérer satisfaire les exigences de la reconstruction et de la défense. A cet égard, le Gouvernement français rappelle dans sa communication l'initiative qu'il a prise en vue de mettre en commun les ressources européennes de charbon, et d'acier et fait observer à juste titre qu'à l'opposé des cartels internationaux tendant à la répartition et à l'exploitation des marchés nationaux par des pratiques restrictives, l'organisation projetée assurera la fusion des marchés et l'expansion de la production.

59. Le *Rapport sur l'économie mondiale, 1949-1950*, exprime la conviction que les pays insuffisamment développés trouveront aisément des marchés pour leurs matières premières, mais il exprime aussi la crainte que

ces pays n'aient des difficultés à transformer les recettes supplémentaires qu'ils tireront de leurs exportations en produits dont ils ont besoin, et notamment en biens de production nécessaires à leur développement économique. De l'avis de la CISL, il ne faut pas interrompre le développement économique des pays insuffisamment développés. Il appartient aux pays qui sont économiquement les plus forts de développer leur économie à un point tel que les préparatifs de défense puissent aller de pair avec une action visant à l'amélioration sociale des pays insuffisamment développés. On ne doit pas considérer cette expansion comme impossible, surtout si l'on pense que les Etats-Unis ont enregistré pendant la deuxième guerre mondiale un accroissement de production sans précédent qui leur a permis de livrer aux Etats alliés, dans le cadre du prêt-bail, des quantités gigantesques de matériel de guerre sans aucun abaissement notable de leur niveau de vie.

60. Le Conseil a entendu les déclarations relatives aux effets nuisibles qu'entraînent les plans de réarmement sur les salaires des travailleurs. Le numéro de janvier 1951 de la revue *International Financial Statistics*, publié par le FMI, indique qu'avant la fin de 1950, les salaires avaient augmenté dans une proportion plus grande que le coût de la vie dans des pays comme la Suisse, le Royaume-Uni et les Etats-Unis où les travailleurs ont réussi à maintenir ou à augmenter leurs revenus pendant la période de préparation militaire.

61. Bien qu'il soit difficile d'aligner les salaires sur un coût de la vie en hausse, l'immense majorité des travailleurs qui bénéficient dans les pays libres de la protection de syndicats indépendants disposent des moyens démocratiques pour maintenir leur niveau de vie. En outre, ils sont prêts à partager leurs revenus et leurs biens avec les peuples de pays moins favorisés. Les membres de la CISL sont prêts à tous les sacrifices pour assurer, à tous les peuples du monde, la paix, la liberté et le bien-être.

62. Le **PRESIDENT** dit quelques mots au sujet des comptes rendus que donne la presse locale et internationale sur les délibérations actuelles. Il constate que, si la presse a amplement relaté les discussions et les controverses politiques qui ont eu lieu pendant la première semaine de la session du Conseil, elle a consacré beaucoup moins d'attention aux déclarations extrêmement intéressantes que les membres du Conseil ont faites au sujet de la politique économique générale de leur pays et des mesures envisagées dans la grave situation actuelle lors de la discussion du point 3 de l'ordre du jour. Ces déclarations revêtent pourtant une importance inestimable pour tous les pays. Aussi, le Président suggère-t-il que les services de presse des Nations Unies fassent en sorte que des comptes rendus complets sur les délibérations actuelles relatives à la situation économique mondiale soient communiqués rapidement à la presse locale et internationale.

La séance est levée à 12 h. 40.